

***« Les statistiques face aux défis de la diversité culturelle  
dans un contexte de globalisation »***

**Les indicateurs culturels au Guatemala**

**Rubén Nájera**

**Association for the Advancement of Social Sciences in Guatemala  
AVANCSO, Guatemala, Guatemala**

## **Les indicateurs culturels au Guatemala**

**Rubén Nájera**

**Association for the Advancement of Social Sciences in Guatemala  
AVANCSO, Guatemala, Guatemala**

---

### **Introduction**

Dans le présent exposé, l'auteur nous fait part d'une réflexion qui fait suite à sa récente participation au débat sur les politiques culturelles du Guatemala et à deux rapports d'enquête rédigés à l'intention du Programme de développement des Nations Unies, dans le cadre des aspects culturels spécifiques de ses comptes rendus annuels sur le développement humain local.

Une recherche considérable et une grande attention ont été consacrées aux problèmes socioculturels du Guatemala, dont les antécédents historiques, sociaux et politiques sont complexes et empreints de diversité ethnique, et qui a traversé une période de conflits internes qui a duré plus de trois décennies et coûté des milliers de vies. Aucun progrès n'a été réalisé pourtant dans ce pays pour collecter des données statistiques spécifiques ou pour bâtir des indicateurs quantitatifs, sur une base systématique, en vue d'étudier les fondements objectifs des processus culturels et de favoriser l'établissement d'une politique. Jusqu'à présent, aucune institution n'a été particulièrement désignée pour se charger des statistiques culturelles, et aucune installation n'a été prévue non plus à cet effet dans le cadre des institutions existantes.

Le but visé par notre présentation, et posé ici à titre préliminaire, est triple : exposer le cas d'un pays en transition et culturellement complexe, qui aurait logiquement grand besoin de ce genre d'information mais n'a pas développé la capacité pour le faire; exposer un cas particulier d'indicateurs culturels construits à partir d'une information quantitative existante qui cherchent à refléter les modèles de production et de consommation des activités culturelles de ce pays; et essayer de tirer des conclusions sur la structuration de l'information quantitative de la culture qui pourraient contribuer à la compréhension des multiples dimensions de la culture, de même qu'à la formulation et l'évaluation des politiques culturelles.

Notre présentation est structurée en suivant la séquence donnée au paragraphe antérieur.

## Les particularités culturelles du Guatemala

En mars 1995, le gouvernement guatémaltèque et le syndicat national révolutionnaire du Guatemala, qui représente les mouvements rebelles du Guatemala, ont signé le premier d'une série d'accords (communément appelés « accords de paix ») qui mettaient fin officiellement à plus de trois décennies de conflits politiques internes. Ce n'est pas une coïncidence si ce premier accord concernait « l'identité et les droits des peuples autochtones ». En fait, la plupart des pertes occasionnées par cette longue guerre civile ont été enregistrées parmi la population autochtone qui représentait, et représente encore, la majorité de la population guatémaltèque. Cet accord annonçait donc le début d'une nouvelle ère où les massacres, les migrations forcées, le déplacement de populations entières et la destruction de villes et de zones ethniques entières n'allaient plus constituer la règle.

Étant donné que les groupes autochtones composent la majorité de la population paysanne du Guatemala et que les régions rurales ont servi de scène principale au conflit, il n'est pas difficile d'imaginer l'urgence à signer un tel document comme symbole de bonne volonté aux yeux de la communauté internationale, grandement préoccupée par le sort réservé aux groupes ethniques du Guatemala. Le contenu de l'accord porte sur le droit à la reconnaissance des identités ethniques, sur l'opposition à la discrimination, sur les droits civils, politiques économiques et sociaux et, dans un chapitre entier, sur les « droits culturels », c'est-à-dire la langue, les noms propres, la religion, les costumes traditionnels, le savoir, l'éducation et les moyens de communication. Dix ans auparavant, la Constitution du Guatemala reconnaissait que le Guatemala était une société « plurilingue » et « multiculturelle », et accordait à la langue et aux cultures des peuples autochtones le statut incertain de patrimoine national.

Durant presque cinq cents ans, l'État guatémaltèque a réglé les questions ethniques de manière différente mais plutôt efficace. Durant la période coloniale, la monarchie espagnole a traité ses nouveaux sujets selon deux systèmes parallèles (deux « républiques » ou « choses publiques »). Même si les peuples autochtones pouvaient gérer eux-mêmes leurs affaires internes à la condition de payer la contribution exigée par les conquérants (des impôts et de la main-d'œuvre), la conquête et la colonisation ont eu un fort impact culturel sur la population. Après l'indépendance en 1821, la différence de régimes a été abolie, du moins officiellement, et plus tard, sous les régimes libéraux, l'idée d'assimilation a prévalu (comme ce fut le cas dans d'autres pays, notamment aux États-Unis et en Argentine, où l'éradication de l'expansion a eu lieu à un même rythme) vraisemblablement au nom de la culture universelle, alors qu'en réalité elle servait plutôt la dynamique économique du progrès, même si cela supposait l'expropriation des terres et le travail forcé. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la tentative de moderniser l'État et d'instaurer la démocratie s'est butée à la difficulté de définir un cadre qui intègre la réalité ethnique sans recourir à un modèle d'assimilation. Après l'échec de cette tentative, une période de luttes internes et de guerre civile a suivi, accompagnée d'une succession de régimes militaires et, tel que déjà mentionné, la diversité ethnique du Guatemala s'est enchevêtrée dans le conflit avec les conséquences les plus tragiques pour les populations autochtones du pays.

La période des événements conflictuels vécus par les Guatémaltèques prend des significations multiples. Pour les groupes ethniques, elle représente probablement la pire période de l'histoire après la Conquête, avec son lot de répercussions sur le déroulement de leur vie, de leur organisation sociale et de leur culture, mais aussi avec l'émergence d'élites et d'organismes d'appui international et l'avènement de tribunes plus importantes pour faire

entendre leurs revendications sur le plan ethnique. Pour la population non autochtone, qui depuis sa forte croissance du siècle dernier est presque aussi nombreuse que sa contrepartie, cette période représente un défi pour son *statu quo* et l'exclusivité de son identité culturelle, de même qu'un défi pour sa capacité à comprendre, à interpréter et à accepter une nouvelle réalité où, après une si longue attente, la dimension ethnique de son contexte social ne sera plus considérée comme une république différente, une géographie différente ou une stratégie militaire. Pour l'État guatémaltèque, la fin des hostilités politiques, les termes de la nouvelle Constitution et l'accord de paix sur les identités autochtones ne signifient pas qu'il va disposer automatiquement des moyens ou des institutions lui permettant de faire face et de répondre aux attentes de sa société.

Il est difficile de décrire en termes concrets les dimensions de la société guatémaltèque nouvellement qualifiée de multiculturelle. Pour commencer toutefois, prenons les paramètres de la langue et de la démographie qui figurent parmi les mesures les plus communes. En 2001, le Guatemala pouvait se définir comme un pays en voie de développement dont la population d'environ 12 millions d'habitants était répartie inégalement sur un territoire de 110 000 kilomètres carrés. Le taux moyen de pauvreté de sa population était, en 1999, de 54,3 %, mais dans les régions à plus forte densité de population, où prévalaient les groupes ethniques, ce taux était d'environ 80 %. Environ un tiers de la population du Guatemala vit dans des zones urbaines et la moitié de la population totale est constituée de groupes ethniques.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les langues autochtones ont fait l'objet d'une reconnaissance particulière dans la Constitution guatémaltèque, mais l'espagnol demeure la langue officielle et, en fait, la langue de communication. Même les accords de paix ne font qu'affirmer le droit à utiliser, à promouvoir et à préserver les langues autochtones, notamment dans l'éducation et dans les formes d'expression culturelle.

La diversité linguistique est la principale manifestation de la diversité ethnique du Guatemala. La population autochtone, qui varie selon les sources, est estimée à environ la moitié de la population totale : les langues autochtones sont au nombre de 21, mais les quatre principales sont parlées par environ 75 % de la population autochtone totale. La plus grande partie de cette population parle l'espagnol comme langue seconde, alors que l'illettrisme (espagnol) du Guatemala compte pour environ un tiers de la population.

Devant cette réalité, le discours public a évolué lentement au cours des dernières années. Les publications et les débats sur l'identité, sur l'ethnicité, sur le racisme, et sur d'autres questions similaires, ont figuré parmi les efforts visant à mettre en lumière les particularités de la guerre des dernières décennies. Les institutions sociales, et les institutions gouvernementales en particulier, ont tardé à réagir, et elles continuent de fonctionner comme si elles faisaient partie de cadres où l'identité nationale est fondée sur l'appropriation du patrimoine national (ou sa transformation en élément touristique) et sur la promotion des arts (de nature occidentale), et exclut l'ethnicité comme réalité vivante et permanente.

Sans vouloir élaborer longuement sur ces questions, puisque là n'est pas notre propos, disons seulement qu'il est important de les exposer brièvement pour expliquer l'inaptitude des institutions actuelles à faire face aux complexités des politiques culturelles et, par conséquent, de l'information.

Malgré l'évidence, l'urgence et l'importance du sujet de la diversité ethnique dans les affaires courantes des pays, les politiques culturelles de l'histoire moderne ont été établies selon d'autres priorités.

En ce qui concerne le Guatemala, son territoire fait partie d'une zone riche en sites archéologiques qui remontent à plusieurs centaines d'années avant la découverte de l'Amérique. Ayant toujours été habités à l'ère précolombienne, ces mêmes sites ont fait l'objet de recherches, de préservation et de restauration et sont devenus ainsi des attractions pour l'industrie touristique actuelle et future du pays. À cela s'ajoute tout naturellement le fait que le pays, comme colonie espagnole, était une Capitainerie générale, c'est-à-dire un gouvernement de second ordre qui recevait donc un investissement considérable pour ses édifices publics et religieux et qui favorisait la concentration d'une population fortunée, laquelle apportait par ailleurs son propre patrimoine architectural et le lien d'identité nécessaire de la bourgeoisie locale avec ses origines européennes. Parallèlement à ce patrimoine matériel, certaines contributions symboliques d'origine ethnique ont été assimilées par des projets nationalistes dans le cadre du patrimoine national, que ce soient des mythes de l'indépendance concernant, par exemple, des héros de l'époque précolombienne ou la consommation de biens produits par les groupes ethniques. La manière dont ces éléments satisfont la dynamique économique des exportations touristiques et artisanales est moins importante que la réification du passé et du présent de la diversité ethnique faisant partie de l'histoire de l'intégration territoriale du Guatemala. Pour les politiques culturelles, cela signifie que le profil des institutions publiques qui perdurent est grandement lié à la tendance de préserver le patrimoine matériel ou de participer à la réification des formes d'expression culturelle qui subsistent ou, à l'inverse, à la symbolisation de la production et de la consommation de biens et services issus de groupes ethniques au détriment de leur actuelle valeur économique et sociale.

Il est important toutefois de souligner que les questions de multiculturalité et de patrimoine culturel tendent à évoluer autour du segment ethnique du continuum culturel de la société guatémaltèque. En fait, peu d'efforts ont été consentis à l'analyse systématique du continuum dans son ensemble, c'est-à-dire à l'inclusion de l'autre moitié de la population qui témoigne de valeurs et de modes de vie occidentalisés. À défaut d'intégrer cette dimension, le discours des élites et des ONG sur la notion d'interculturalité demeure incomplet.

Nous constatons cependant qu'au cours des dernières années, les politiques culturelles ont été conçues en vertu (ou en reproduction) des principes de la culture dite universelle, qui incluait alors l'éventail d'institutions sociales correspondant aux arts, du moins jusqu'au moment où T.S. Elliot a déclaré que la culture était morte. En dépit de tous les débats entourant cette situation obituaire qui a prévalu « en occident » au cours des cinquante dernières années à peu près, la perception officielle au Guatemala a continué (et continue) de correspondre à l'orthodoxie taxonomique de la créativité artistique. Durant les 125 dernières années, cette orthodoxie est demeurée la plupart du temps conforme à l'idéologie de classes sociales dominantes et de gouvernements soucieux de faire avancer le pays vers le progrès et la modernité – une préoccupation partagée par tous les pays d'Amérique latine.

La pratique actuelle des politiques culturelles (les arts comme véhicules de la modernité, mais aussi comme fabricants de l'image internationale de la civilisation du pays) doit maintenant faire face à un ensemble de conditions qui rendent les politiques inopérantes. La revendication légitime des individus de pratiquer l'art comme une expression de la créativité,

de la critique et des aspirations à une société meilleure était historiquement incompatible avec les régimes répressifs qui ont presque toujours prévalu depuis que le pays est indépendant. L'art « clandestin » s'est donc opposé à l'art officiel à plus d'un égard dans notre histoire « moderne », et il a fini par adopter des modèles particuliers de créativité et de diffusion, hérités d'artistes et de mouvements urbains dont l'orientation n'était pas à caractère ethnique. Les institutions artistiques officielles (principalement des écoles et des groupes d'artistes du spectacle), subventionnées par le gouvernement, ont perdu leur projection et leur identification, mais elles subsistent comme éléments de la bureaucratie. La « transition à la démocratie » qui a débuté en 1986 a fourni la tribune nécessaire à l'organisation et à la projection des disciplines artistiques. Néanmoins, ni les mouvements artistiques ni les institutions publiques n'ont pu trouver les formules capables d'intégrer adéquatement la nature créative des expressions culturelles des groupes ethniques, c'est-à-dire de manière à ne pas les faire paraître amoindries aux yeux des institutions occidentalisées propres à la culture universelle, ou à ne pas devoir les réduire finalement au statut de catégories anthropologiques.

Devant ces complexités, il ressort qu'actuellement, aucune institution n'a la capacité de mettre en œuvre les buts, les objectifs et les engagements qui font partie de la nouvelle Constitution du Guatemala et de l'accord de paix sur les identités autochtones. Il semble toutefois moins clair que même dans les domaines « non ethniques », les politiques culturelles aient de moins en moins de moyens et de mécanismes pour répondre efficacement aux attentes de la société au plan de l'expression culturelle. Nous pouvons en effet constater que dans leur application, les politiques culturelles sont perçues de façon compartimentée et accessoire – on considère qu'elles sont trop sectorielles ou trop spécifiques, ou qu'elles ne sont pas axées sur les problèmes économiques et politiques importants, par exemple, et qu'elles ne relèvent pas de la responsabilité générale du gouvernement et des institutions sociales. Cette situation se reflète clairement dans la nature et la taille du ministère de la Culture, un ministère hybride créé en 1986 qui combine les institutions conçues majoritairement pour la protection du patrimoine matériel (archéologique) et les commandites de groupes officiels des arts de la scène, dont la structure et le budget demeurent nettement insuffisants par rapport aux tâches qu'on attend de lui.

Finalement, pour notre propos, les complexités et les faiblesses des scénarios présentés et de leurs conséquences institutionnelles nous permettent d'expliquer le manque d'information quantitative systématique qui existe sur les questions culturelles (statistiques et indicateurs culturels), à la fois en termes de développement conceptuel et d'approches pratiques.

## **Mesures de l'exclusion et du financement de la culture**

Étant donné le contexte guatémaltèque, il serait tout à fait normal que les indicateurs culturels fassent partie du rapport sur le développement humain au Guatemala. Or, cette question a été examinée une première fois lors du rapport national de 2000, qui devait mettre l'accent sur l'exclusion sociale, et elle l'a été à nouveau lors du rapport de l'année suivante qui portait sur la mesure des contributions des différents secteurs de l'État dans le financement du développement humain. Dans les deux cas, l'approche de la culture était très préliminaire, ne renfermait pas d'attentes préconçues et se basait sur la certitude que la culture se prêtait difficilement à un traitement quantitatif. Dans le deuxième cas, l'enquête

incluait en fait les domaines de l'éducation et de la culture, mais elle a permis également d'apporter des précisions additionnelles aux données culturelles obtenues antérieurement. Sur le plan méthodologique, l'enquête menée dans chaque cas a pris la forme d'une étude documentaire qui a été enrichie par la collecte de données sur les sources et sur les entrevues avec des acteurs clés du secteur culturel.

Les résultats des deux enquêtes n'ont pas vraiment été considérés dans les questions générales des deux rapports sur le développement humain. L'exclusion de la culture n'était pas justifiée par les données et les indicateurs recueillis, et il n'y avait pas de vraie mesure de la participation du secteur privé dans le financement des activités culturelles ou dans la production de biens ou de services culturels. Il est certain qu'une élaboration conceptuelle beaucoup plus considérable et une quantité de données beaucoup plus grande sont nécessaires à la production d'analyses sophistiquées de ces sujets. Toutefois, sur le sujet de l'exclusion, nous ne disposons évidemment que d'une faible quantité de données sur les aspects non urbains et non occidentalisés des activités culturelles et du financement gouvernemental – les institutions existantes ayant une vocation opposée, et tous les éléments culturels extérieurs à leur sphère d'application étant produit à petite échelle et dans des conditions où, même relevés dans des recherches sociologiques ou anthropologiques, ces éléments n'avaient pas été convertis en information systématique. Même l'information sur le rendement des institutions publiques, comme les bibliothèques, les théâtres ou les musées, n'a pas été relevée sur une base systématique, alors que les inventaires et les répertoires ne sont, pour ainsi dire, pas encore dressés. En ce qui concerne le financement autre que celui de l'État, la situation est la suivante : la culture (peu importe sa définition) est largement considérée comme devant faire l'objet d'appui et de financement de la part de l'État; les projets privés ne font que commencer et se rapportent principalement à des activités humanitaires, alors que leurs données financières sont généralement confidentielles; et les activités sur le plan communautaire se retrouvent dans la catégorie des traditions, du patrimoine national, des guides touristiques ou des catalogues d'artisanat. Les économies relatives à la culture sont par ailleurs peu documentées et rencontrent en outre des problèmes de définition lorsqu'il s'agit de prendre la diversité ethnique en considération.

Cependant, et sans doute parce que ces enquêtes s'inscrivaient dans une première démarche visant à tracer le portrait préliminaire des activités culturelles sur une base quantitative, les résultats se sont avérés fructueux et ont permis de faire ressortir des constatations qui ont servi à enrichir les rapports sur le développement humain. Sur le plan de la quantification et de la production d'indicateurs utiles qui ne couvrent pas seulement les aspects démographiques et linguistiques de la diversité ethnique, les rapports se voulaient aussi informatifs que possible, même lorsque l'éventail général des variables retenues n'était pas complet.

Comme il fallait s'y attendre, la question de la culture a posé un problème de définition dès le début. Pour éviter d'errer dans un dédale de discussions délicates, nous avons dû arrêter certaines décisions fonctionnelles. Évidemment, il n'est guère facile et il sera toujours frustrant de parler de culture dans un pays où la multiculturalité est une question idéologique et politique, et où les mouvements anti-artistiques s'en prennent aux disciplines artistiques traditionnelles dans le cadre du phénomène de l'après-guerre. Initialement, il a été convenu de rester à l'intérieur d'un certain éventail de définitions qui ne seraient ni trop universelles ni trop spécifiques. Nous avons essayé de mettre en application certaines

propositions de Bourdieu<sup>1</sup> sur le capital culturel et le domaine de production culturelle, mais il était évident que de vouloir rendre ces concepts mesurables aurait constitué une dérogation à l'avertissement de Bourdieu qui défiait toute analyse du type d'économies de la culture. Finalement, pour des raisons pratiques, quitte à soustraire une certaine richesse aux rapports, nous avons choisi de faire prévaloir les implications des sujets se rapportant expressément au développement humain. Par contre, dans les mesures de l'exclusion et du financement de ce même développement, il importait de déterminer dans quelle mesure une société donnée met les ressources à la disposition de ses membres de manière à favoriser, sur une base démocratique, le développement de leurs formes d'expression culturelle indépendamment de leur définition culturelle.

Une fois ce compromis établi, nous avons procédé à la collecte d'informations. Pour chacun des deux rapports, l'enquête a été menée par un chercheur (l'auteur) et un assistant à temps partiel. Dans les deux cas, l'échéance était de deux mois. Les conditions de réalisation de l'enquête s'en trouvaient donc très limitées pour un sujet qui n'avait pas encore fait l'objet de recherches.

Le budget central du gouvernement et le budget spécifique du ministère de la Culture constituaient les principales sources de données, mais pour définir les institutions, les ressources et les activités du secteur public, l'information était puisée directement à l'origine. Parvenus à ce point, nous avons dû prendre une autre décision. Le patrimoine national matériel étant d'ordre public, il aurait dû normalement être considéré comme faisant partie de l'infrastructure culturelle (soit les musées, les bibliothèques publiques et les parcs et sites archéologiques) et en fonction de sa projection (soit les statistiques sur la fréquentation de ces lieux). Malheureusement, cela n'a pas été le cas, et les estimations de l'importance sociale de ces lieux n'étaient pas disponibles au moment de l'enquête.

L'information sur les activités du secteur privé a été recueillie auprès de réseaux informels d'artistes et de producteurs et promoteurs artistiques, de même qu'auprès d'associations artistiques. Bien entendu, un niveau de spéculation élevé était accordé dans ces cas. Le plus surprenant n'était pas le manque d'information mais la relative disponibilité de données, de dossiers et de renseignements éparpillés qu'il s'agissait simplement d'organiser, de mettre à jour et de convertir en quelque chose de plus systématique et de plus accessible. Les activités du secteur privé ont été simplement citées, mais il est clair que l'influence des institutions humanitaires sur les activités culturelles est très limitée. Concernant l'aspect économique, c'est-à-dire la production de biens et services culturels, l'information était plus riche, sauf pour l'information systématique sur les publications de

---

<sup>1</sup> « Deux formes de capital sont particulièrement importantes dans le domaine de la production culturelle. Le *capital symbolique* se rapporte au niveau atteint sur le plan du prestige, de la célébrité, de la consécration ou de l'honneur, et il est fondé sur une dialectique de la *connaissance* et de la *reconnaissance*. Le *capital culturel* concerne les formes de connaissance, de compétence et de disposition culturelles. Bourdieu définit le capital culturel comme une forme de connaissance, un code intériorisé ou une acquisition cognitive qui permet à l'agent culturel d'éprouver de l'empathie, d'émettre une appréciation ou de disposer de compétences dans le décodage des relations et des phénomènes culturels. L'acquisition de ce code, ou capital culturel, est un long processus d'accumulation d'expériences comme membre d'une famille, d'un groupe (éducation familiale), d'une formation sociale (éducation diffuse) et d'institutions sociales (éducation institutionnalisée). » [traduction libre], (Randal Johnson, éditeur : « Introduction » dans Pierre Bourdieu : *The Field of Cultural Production*; Columbia University Press, 1993, page 7 et sq.).

livres (élément en principe inexistant il y a 20 ans) et pour les données sur la balance commerciale.

Enfin, l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des familles<sup>2</sup> a constitué une source qui s'est avérée très importante et qui a permis de configurer pleinement la « disponibilité des ressources pour le développement culturel ». Cette enquête, réalisée en 1998 et 1999, n'avait pas été conçue, bien sûr, dans le but de servir de fondement à l'analyse des modèles de consommation culturelle. La notion de dépenses sur les biens et services n'y était même pas définie. Heureusement, il nous a été possible d'accéder à toutes les précisions de la base de données et de retrouver, un à un, tous les éléments qui pouvaient s'insérer dans la catégorie de la consommation des biens et services culturels.

Aux fins d'une configuration globale qui puisse être significative sur la somme des ressources que la société guatémaltèque consacre aux formes d'expression culturelle, nous avons combiné certaines données qui, de manière très spéculative, constituent un type d'indicateur de « l'investissement dans la culture ». Nous avons établi cette configuration sur la base des suppositions suivantes :

- 1) Le budget du secteur public pour le ministère de la Culture représentait l'investissement de toutes les institutions gouvernementales dans la culture, y compris la promotion culturelle (l'activité la plus liée à la diversité ethnique), les arts de la scène (production et éducation) et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine national; de même, il était supposé (avec on ne peut plus de certitude) que les activités et les services culturels du secteur public étaient presque entièrement subventionnés et que leur consommation ne représentait aucun coût.
- 2) La contribution du secteur humanitaire privé était peu considérable (une supposition valide dans le cas de la culture, mais non dans celui de l'éducation).
- 3) Les exportations de biens et services culturels étaient peu considérables.
- 4) L'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des familles était grandement représentative de la somme d'argent que les consommateurs investissaient dans l'achat de biens et services culturels, soit pour ceux qui provenaient des importations et des producteurs du secteur privé.

L'équation implicite de la production de cet ensemble de suppositions nous permet de bâtir une configuration très simple et très provisoire, c'est-à-dire l'addition d'éléments culturels du budget public et de la consommation des familles. En additionnant de la même façon les données relatives à l'éducation, nous nous rapprochons, de manière très paradoxale, de la notion de l'investissement de Bourdieu dans la production du capital.

Pour notre propos, un résumé des résultats de notre enquête est présenté au tableau 1 ci-dessous. Les premiers éléments indiquent les chiffres spéculatifs des dépenses dans la culture, et les autres, sont soit le résultat de données existantes, ou de données recueillies expressément dans le cadre de nos enquêtes.

---

<sup>2</sup> *Instituto Nacional de Estadística: Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos Familiares 1998-1999, Guatemala, 2000.*

Les tableaux 2 à 5 constituent des sous-produits de notre recherche et ont été préparés pour la deuxième enquête, qui incluait aussi des données sur l'éducation. Même s'ils n'ont pas encore fait l'objet d'analyses proprement dites, nous les rapportons ici en raison de leur intérêt à titre d'exemples de modèles de la consommation de biens et services culturels selon des continuums ethniques, urbains-ruraux et géographiques. Le graphique 1 provient des mêmes données et fournit un profil de la dynamique socio-économique de la consommation culturelle au Guatemala (les chiffres sont en quetzals, la devise locale qui équivaut à environ 7,8 \$US).

**Tableau 1**  
**Indicateurs culturels du Guatemala**

<b>Dépenses</b>	
Investissement en capital culturel (spéculatif; investissement public + consommation des familles; en rapport avec l'éducation et la culture)	1 026 millions \$US 93 \$US par habitant 5,13 % du PIB
Budget public pour l'éducation, la culture et les sports 1998	375 millions \$US (dont seulement 10 % pour la culture) 15,7 % du budget total 34 \$US par habitant
Dépenses des familles dans l'éducation, les loisirs et le divertissement	650 millions \$US (dont seulement 20 % pour la culture) 7,9 % des dépenses familiales totales
<b>Commerce des biens et services culturels</b>	
Importations 1998	24,5 millions \$US
Exportations 1998	3,3 millions \$US
Balance (importations nettes)	21,2 millions \$US
<b>Personnes qui travaillent dans le secteur culturel</b>	environ 0,04 % du PAE
Artistes financés par l'État	223
Association d'écrivains	265
Association de compositeurs et de musiciens	428
Peintres participant à l'exposition nationale la plus importante (Bienal Paiz) 1998	435
<b>Activités organisées par le gouvernement</b>	
Présentations publiques de groupes officiels, par année	100-150
Écoles d'art	18
Étudiants dans les écoles d'art	1 744
Enseignants dans les écoles d'art	129
Promoteurs culturels actifs	38
Musées publics	20
Maisons d'édition	1
Théâtres	3 environ 3 000 sièges
Radios	1
<b>Projets financés par l'ADESCA (un fonds décentralisé pour la culture et les arts) 1999</b>	
Projets	69
Somme allouée	500 000 \$US
<b>Autres institutions</b>	
<i>Casas de la cultura</i> (centres culturels dans les communautés)	154
Fondations qui financent des activités socioculturelles	12 dont seulement 3 sont dédiés exclusivement à la promotion des activités culturelles
Musées privés	12
Musées municipaux et universitaires	13

Écoles d'art privées	35 (à la ville)
Salles de cinéma	63
<b>Édition</b>	
Titres publiés 1999	360
Nombre total de publications 1999	1 100 000
Publications par 1 000 habitants 1999	105
Éditeurs actifs	63

**Tableau 2**  
**Total des dépenses familiales en capital culturel**  
**au Guatemala**  
**selon les groupes ethniques**  
**1998-1999**  
**(en quetzals par mois)**

Dépenses	Total		
	Total	Autochtones	Non Autochtones
TOTAL DES DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LES SPORTS ET LE DIVERTISSEMENT	428 335 342	91 285 016	337 050 326
ÉDUCATION	178 254 014	36 081 123	142 172 891
BIENS CULTURELS	79 592 477	18 746 166	60 846 311
SERVICES CULTURELS	6 628 523	198 223	6 430 300
BIENS ET SERVICES SPORTIFS	5 396 707	1 008 698	4 388 009
BIENS ET SERVICES DE DIVERTISSEMENT	152 228 299	33 721 677	118 506 622
AUTRES DÉPENSES	6 235 322	1 529 129	4 706 193

SOURCE : Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des familles

**Tableau 3**  
**Total des dépenses familiales en capital culturel au Guatemala**  
**selon les régions urbaines et rurales**  
**1998-1999**  
**(en quetzals par mois)**

Dépenses	Total	Régions urbaines	Régions rurales
DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LES SPORTS ET LE DIVERTISSEMENT	428 335 342	339 249 168	89 086 174
ÉDUCATION	178 254 014	150 094 049	28 159 965
BIENS CULTURELS	79 592 477	61 488 511	18 103 966
SERVICES CULTURELS	6 628 523	6 585 850	42 673
BIENS ET SERVICES SPORTIFS	5 396 707	4 252 595	1 144 112
BIENS ET SERVICES DE DIVERTISSEMENT	152 228 299	112 274 578	39 953 721
AUTRES DÉPENSES	6 235 322	4 553 585	1 681 737

SOURCE: *id.*

**Tableau 4**  
**Total des dépenses familiales en capital culturel**  
**selon les régions géographiques**  
**1998-1999**  
**(en quetzals par mois)**

Dépenses	Régions géographiques							
	Métropolitaine	Nord	Nord-Est	Sud-Est	Centrale	Sud-Ouest	Nord-Ouest	Petén
NOMBRE DE MÉNAGES	514 163	136 712	218 010	173 081	223 591	435 694	242 333	53 953
DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LES SPORTS ET LE DIVERTISSEMENT	258 401 924	13 695 799	24 647 309	17 492 779	38 967 951	47 375 098	20 711 007	7 043 475
ÉDUCATION	119 798 044	4 290 351	7 975 733	5 019 588	13 284 962	18 770 716	7 038 700	2 075 920
BIENS CULTURELS	42 274 018	2 336 690	6 642 935	4 133 504	7 731 290	11 273 063	3 700 183	1 500 794
SERVICES CULTURELS	6 125 186	18 018	176 105	42 765	141 354	79 522	35 445	10 128
BIENS ET SERVICES SPORTIFS	2 895 532	178 129	383 559	138 961	483 142	1 001 954	252 499	62 931
BIENS ET SERVICES DE DIVERTISSEMENT	84 155 614	6 671 400	9 304 921	7 891 009	16 952 882	15 625 935	8 533 615	3 092 923
AUTRES DÉPENSES	3 153 530	201 211	164 056	266 952	374 321	623 908	1 150 565	300 779

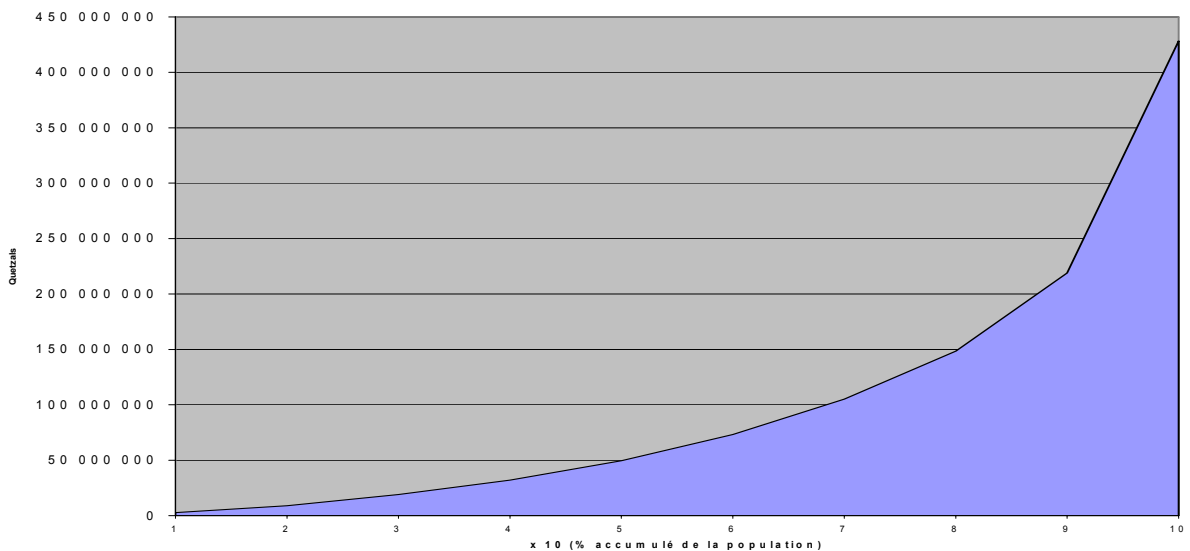
SOURCE: *id.*

**Tableau 5**  
**Total des dépenses familiales en capital culturel**  
**par déciles de la population**  
**1998-1999**  
**(en quetzals par mois)**

Dépenses	Déciles des revenus du ménage									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NOMBRE DE MÉNAGES	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754	199 754
DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LES SPORTS ET LE DIVERTISSEMENT	2 755 203	6 263 408	10 150 408	12 893 822	17 525 530	23 740 112	31 871 122	43 255 286	70 547 367	209 333 084
ÉDUCATION	664 271	2 123 512	4 033 604	4 055 936	5 731 132	9 593 076	12 420 766	17 943 023	31 451 322	90 237 372
BIENS CULTURELS	397 600	1 455 472	1 762 440	2 045 400	4 874 365	5 220 649	7 079 510	9 615 358	14 374 653	32 767 030
SERVICES CULTURELS	0	0	7 314	2 220	13 344	72 826	169 301	78 451	457 990	5 827 077
BIENS ET SERVICES SPORTIFS	35 134	20 786	64 363	73 657	195 674	372 273	440 923	549 918	693 945	2 950 034
BIENS ET SERVICES DE DIVERTISSEMENT	1 652 809	2 578 354	4 219 011	6 022 139	6 450 845	8 293 953	11 446 428	14 301 618	23 122 101	74 141 041
AUTRES DÉPENSES	5 389	85 284	63 676	694 470	260 170	187 335	314 194	766 918	447 356	3 410 530

SOURCE: *id.*

**Graphique 1**  
**Distribution des dépenses mensuelles dans**  
**l'éducation, la culture, les sports et le divertissement**



**Tableau 6**  
**Total des dépenses annuelles des familles en capital culturel**  
**1998-99**  
**(en quetzals)**

Dépenses	Chiffres annuels
NOMBRE DE MÉNAGES	1 997 537
TOTAL DES DÉPENSES	54 105 846 492
TOTAL DES REVENUS	77 204 964 853
DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION, LA CULTURE, LES SPORTS ET LE DIVERTISSEMENT	5 140 024 104
ÉDUCATION	2 139 048 168
BIENS CULTURELS	955 109 724
SERVICES CULTURELS	79 542 276
BIENS ET SERVICES SPORTIFS	64 760 484
BIENS ET SERVICES DE DIVERTISSEMENT	1 826 739 588
AUTRES DÉPENSES	74 823 864

SOURCE: *id.*

### **Statistiques culturelles comme cadre temporel**

Quoique très préliminaire, la réalisation des enquêtes que nous avons menées a été instructive à plusieurs égards.

La réalisation de ces enquêtes a permis de mettre en évidence que la cueillette d'information quantitative sur les variables culturelles n'est pas une tâche difficile lorsque nous disposons des ressources et des périodes de temps adéquates. L'information est disponible, directement ou indirectement, dans différentes sources, et les acteurs culturels sont disposés à la fournir. Elle a permis de mettre en évidence également que, dans les cas où l'information fait défaut à l'analyse, il existe une tendance à la compenser par une élaboration théorique et conceptuelle excessive des sujets traités qui fait perdre de vue la considération des sujets pratiques. Cela est particulièrement vrai dans un pays où les sciences sociales sont contraintes de mener des études documentaires trop longues, au détriment de recherches sur le terrain. La possibilité d'avoir accès à une base de données qui n'est pas nécessairement conçue à des fins culturelles, comme l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des familles, illustre bien le potentiel d'une collaboration systématique entre les institutions – par exemple, lorsque la possibilité d'interagir au niveau de la conception de projets interinstitutionnels fournirait l'occasion aux initiateurs de politiques culturelles de recueillir un large éventail d'information relative, notamment, aux modèles sociaux de production et de consommation d'activités, de biens et de services culturels.

Cependant, indépendamment de la finalité de nos enquêtes, la collecte des données a été plus fructueuse sur le plan des macrodonnées et de l'information relative aux activités artistiques (le segment de créativité du spectre) que sur le plan de l'information relative au secteur privé et, de façon plus importante, à l'accès et à l'utilisation publics du patrimoine

national et des particularités de la diversité ethnique par rapport aux formes d'expression culturelle. À cet égard, nul doute que de nombreuses réflexions et de nombreux débats restent à faire, mais à notre avis, ils devraient constituer une occasion de rechercher des approches très pragmatiques lorsqu'il est question de traitement de l'information quantitative.

Le Guatemala est sans aucun doute un cas très particulier, mais le qualifier de cas unique serait exagéré. Il constitue une société en voie de développement (ou sous-développée) qui est définie par sa diversité ethnique, qui émerge d'une longue guerre civile, qui a été soumise aux pressions de la mondialisation, de la croissance urbaine et de la pauvreté et, surtout, qui a grand besoin de réinventer sa culture et de se tourner vers l'avenir, malgré ses complexités actuelles et son passé compliqué. Il est normal toutefois que pour avancer, elle doive d'abord disposer d'une information aussi objective que possible sur son présent.

Indépendamment du cadre institutionnel qui prévaudra à l'avenir, il est important que les statistiques et les indicateurs culturels donnent un portrait clair des dimensions temporelles de la culture, et qu'ils soient envisagés fondamentalement comme les moyens par lesquels une société comprend son passé, gère son présent et conçoit son avenir. Ces trois vecteurs temporels sont suffisants pour définir les domaines d'information sur lesquels les initiateurs de politiques devraient se concentrer, dans la mesure où :

- 1) Le passé, représenté par le patrimoine culturel, qu'il soit partie intégrante des sites archéologiques ou des traditions, est une source d'identité et il devrait non seulement être documenté, mais également intégré aux besoins actuels de la société.
- 2) Le présent est déterminé par la diversité ethnique, et requiert des données aussi objectives et aussi précises que possible.
- 3) L'avenir est le produit de la créativité de la société, c'est-à-dire sa volonté et sa capacité à se réinventer.

Dans le cas du Guatemala, l'établissement des politiques culturelles devrait se fonder essentiellement sur les grands domaines que sont le patrimoine, la diversité et la créativité, lesquels constituent la base organisationnelle de la mise en œuvre d'une activité systématique visant à collecter, à examiner et à produire des statistiques et des indicateurs culturels.

**Graphique 2**  
**Proposition d'organisation des domaines que les statistiques**  
**et les indicateurs culturels doivent couvrir**

